



Magouilles et corruption des élites - Partie 15 : Les suites du Gladio



On observe aujourd'hui que les processus de la grande époque du stay-behind sont toujours en cours, comme l'ont par exemple prouvé les pseudos révolutions Orange en Ukraine, "des Roses" en Azerbaïdjan, ou encore le "Printemps arabe", pilotés en direct par Washington. Au total, plus d'une vingtaine de coups d'Etat "démocratiques" ont été tentés en 20 ans, parfois avec succès, et complétés par une attaque militaire au besoin, comme c'est aujourd'hui le cas en Ukraine. L'objectif : l'extension de l'OTAN et du modèle capitaliste anglo saxon, toujours plus à l'est.

En Ukraine, c'est même sur des milices néo nazies que les occidentaux s'appuient pour imposer un pouvoir anti Russe, et encore en décembre 2021 la Russie annonçait avoir arrêté un groupe de 106 néo



nazis actif pour le ralliement de l'Ukraine à l'Europe et piloté par les renseignements ukrainiens.

En parallèle, les US et l'OTAN continuent à armer, financer et entraîner des groupes armés officiels ou moins officiels, au nom bien évidemment de "la démocratie".

La révélation d'un "Gladio 2"



En 2013, une traductrice turco-américaine du FBI, Sibel Edmonds, a dénoncé l'existence d'un Gladio B, du nom d'une opération du FBI décidée en 1996, lancée en 1997 et toujours en cours apparemment. Cette fois, l'objectif affiché n'était plus la lutte contre les communistes, mais contre "le terrorisme" à savoir à cette époque Al Qaïda, armée et financée en Afghanistan depuis les années 80. Les moyens d'action étaient cependant les mêmes : des opérations



sous faux drapeau (false flag), dont l'objectif est de faire peur aux populations pour les manipuler.

Et les objectifs aussi : Selon Sibel Edmonds, les US cherchaient à étendre leur pouvoir sur l'ancienne sphère d'influence de l'URSS, aussi bien en Europe qu'au Moyen-Orient et en Amérique Latine. Elle a par exemple expliqué que des pontes des renseignements US ont rencontré régulièrement un gendre de Ben Laden, Ayman al-Zawahiri, devenu n°1 d'Al Qaida e 2011 et officiellement tué en 2017 par un drone.

Sibel Edmonds explique qu'en 1996 l'OTAN a décidé d'utiliser en plus de ses traditionnels alliés fascistes, les islamistes, et de passer du Gladio première version à la seconde version. Depuis, on constate que les renseignements ne sont jamais loin des terroristes islamistes qui commettent des attentats en Europe. Cela vaut pour la France, pour le Royaume-Uni et ailleurs. Le MI5 et le MI6 par exemple étaient en lien avec de nombreux terroristes, partout dans le monde :



Radical cleric Omar Bakri Mohammed arrested in Lebanon

Cleric arrested in northern Lebanon two days after military court sentenced him, in his absence, to life following a terrorism trial



📷 Omar Bakri Mohammed has been arrested at his home in Lebanon, officials said. Photograph: Reuters

•

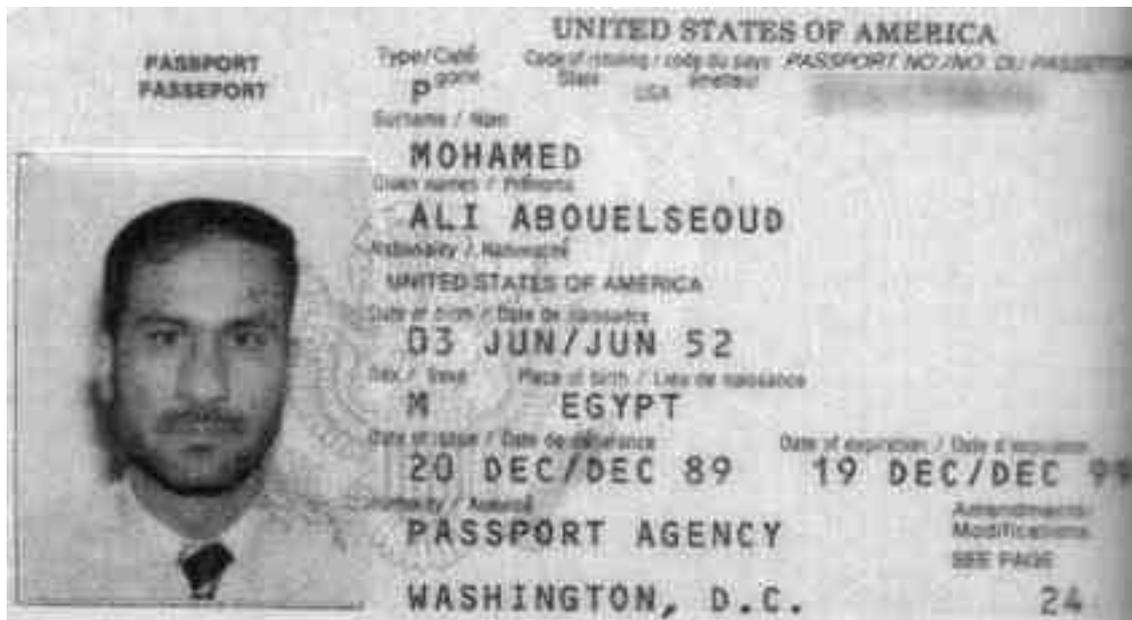
Omar Bakri est devenu à partir de 1996 le prédicateur islamiste n°1 du pays. Il a encouragé les attentats, a fait de nombreuses émules dont certaines particulièrement meurtrières comme le décapiteur Djihadi John, et puis on a appris qu'il était un agent du MI5. Dès les années 90 il a organisé l'entraînement de djihadistes de toute l'Europe dont la France, avant de les envoyer combattre, dans des camps d'entraînement situés au Liban, au Royaume-Uni ou encore aux Etats-Unis. Un an avant les attentats de Londres Bakri avait mobilisé ses troupes pour une "grosse opération à Londres".

- Le MI5 avait cherché à recruter Michael Adebolajo, qui avait revendiqué l'assassinat du soldat Lee Rigby en mai 2013 à Londres. Mais celui-ci aurait refusé.



- Le MI5 et le MI6 étaient en contact étroit avec le Libyen Anas-al-Liby, leader d'Al Qaida arrêté par la CIA en 2013 en Libye et mort en détention en 2015 peu avant son procès pour les attaques des ambassades US au Kenya et en Tanzanie en 1998 qui ont fait plus de 200 morts rapidement attribuée à Al Qaida et ont entraîné immédiatement des "représailles" US au Soudan et en Afghanistan. Certains se sont étonnés que Anas-al-Liby ait eu un visa pour la Grande Bretagne où il a vécu de 1996 à 2000 grâce à l'asile politique, alors qu'il était fiché comme membre d'Al Qaida.

Idem du côté de la CIA ou de l'OTAN, on peut citer aussi :



• Ali Mohammed, un égyptien qui se serait directement présenté au bureau de la CIA au Caire en 1984 pour devenir "espion" selon la version officielle. Plus vraisemblablement, il est entré en contact avec la CIA en 1981 lors d'un séjour aux Etats-Unis. En 1984, il a été viré de l'armée pour s'être fanatisé et venait de rejoindre le Djihad islamique, et en 1985 il obtenait un visa pour les Etats-Unis. Il est devenu un proche de Ben Laden tout en travaillant pour le FBI qu'il renseignait sur le leader d'Al Qaida. Il a été militaire dans l'armée US, accédant au grade de sergent, basé durant trois ans à Fort Bragg, là où les membres du Gladio étaient entraînés quelques années plus tôt^[1], et où lui-même avait déjà été entraîné durant quatre mois dix ans auparavant. Pendant ses trois ans à Fort Bragg (base ultra sécurisée de l'armée et des renseignements militaires US) au milieu des années 80, Ali Mohammed a disparu



plusieurs semaines pour un séjour en Afghanistan, et se rendait presque chaque week-end à New York pour rencontrer des fondamentalistes regroupés dans le Kifah Refugees Center à Brooklyn, qui est probablement la première antenne d'Al Qaida aux Etats-Unis[2]. Il n'a été arrêté qu'en 1998. La CIA l'a utilisé pour le recrutement de djihadistes sur le sol américain, notamment au Kifah Refugee Center à new-York.



- Ben Laden qui a été armé et entraîné par la CIA dès la fin des années 70, quand l'objectif pour les US était de virer les Russes d'Afghanistan en s'appuyant sur son groupe armé. En 1988 il a créé une sorte de fédération des mouvements islamistes radicaux, Al-Qaida, et les financements de même que les réunions communes entre officiels US et Al Qaida ont continué même après la fin de la guerre en Afghanistan et la chute de l'URSS, au moins jusqu'en 2000.
- Muhammad al-Zawahiri, frère du leader d'Al-Qaida Ayman al-Zawahiri a été envoyé au Kosovo (majoritairement musulman) pour diriger une unité d'élite de l'UCK, l'armée de libération du Kosovo qui était clairement un groupe terroriste, dont les responsables sont aujourd'hui les leaders « démocratiques » du pays. Il était alors en contact permanent avec les responsables de l'OTAN, pour la guerre contre les Serbes au cours de laquelle les populations civiles ont été littéralement massacrées par l'UCK. Les membres de l'UCK ont reçu un entraînement



par les SAS anglais et les Delta Force US, et de l'argent de la CIA. On notera que la principale base militaire US en Europe, le camp Bondsteel, se trouvait au Kosovo. Le plus gros marché noir d'Europe y était aussi organisé : c'était la plaque tournante du trafic d'armes, d'héroïne, de femmes.

- Ayman al-Zawahiri qui a été libéré en 1997 en Egypte, à la demande de l'OTAN. Avec lui, d'autres islamistes ont été libérés et acheminés jusqu'en Turquie par le Pentagone, selon la lanceuse d'alerte Sibel Edmonds. Il est toujours en vie apparemment du côté de l'Afghanistan.

Daily Life In The Death Triangle Of Algeria

315111 02: A cameraman films the charred wreckage of a truck in an area where hundreds were killed October 22, 1997 in Raïs, Algeria. Angered by the suppression of the Islamic Salvation Front (FIS) when elections were suspended in 1992, militant Muslims, most notably the Armed Islamic Group (GIA), have used extreme measures to undermine the government including attacking members of the military and government as well as individuals expressing secular or non-Muslim views like journalists, teachers and members of the clergy. (Photo by Scott Peterson/Liaison)



La pratique est courante : dans les années 90 en Algérie, l'armée et les renseignements ont créé le GIA (Groupe islamique Armé) qui a commis de nombreux meurtres et attentats (dont celui RER B à Paris en 1995), et les relations sont restées étroites entre les responsables du Département du



renseignement et de la sécurité et du groupe terroriste. L'objectif, assez classique : déstabiliser l'Etat et terroriser la population pour qu'elle suive l'armée.

Les recrues étaient principalement fournies par Ben Laden, parmi les anciens djihadistes d'Al Qaida en Afghanistan qui transitaient parfois par la France, et qui ont importé les techniques de guérilla et de guerre éclair ainsi qu'une méthode d'organisation[3]. Elles étaient renforcées par un escadron de la mort de l'armée (l'équipe 192) créé par trois généraux dont le responsable du contre-espionnage Smaïn Lamari qui y a intégré des mercenaires.

Spécialisé dans les meurtres ciblés, notamment de militaires qui tenaient au semblant de démocratie en Algérie et d'intellectuels, ainsi que dans les massacres et les attentats, ce commando était composé d'agents des renseignements algériens et les mercenaires complétaient les effectifs pour des opérations spécifiques.

Le GIA est notamment soupçonné d'avoir au moins deux attentats à la bombe à Paris à l'été 1995, et de très nombreux actes en Algérie, comme l'assassinat du président Mohamed Boudiaf en 1992 par un de ses gardes du corps[4].

Les principaux mouvements terroristes en Afrique





Une bonne partie des anciens du GIA sont aujourd'hui dans l'organisation appelée "Al Qaida au Maghreb Islamique" (AQMI), créée en 2007 et qui s'étale dans tout le Sahara occidental, notamment au Mali. Comme Abdelmalek Droukdel, chef historique d'Al Qaida au Maghreb et leader de l'AQMI qui a été tué par la France au Mali en 2020.

Bref, la proximité entre les terroristes et les renseignements n'est pas une "théorie du complot" mais un fait historique. Et cette proximité s'accompagne inévitablement du trafic d'armes, mené en parallèle du trafic de terroristes, si on peut dire.

Les dernières guerres en Syrie et en Libye, dont les opérations ont démarré en 2011, ont montré les liens étroits entre l'occident et les différents vendeurs d'armes à Daesh : la fourniture d'armes aux "rebelles" avait lieu pratiquement au grand jour bien qu'absolument interdite par le droit international.



En Libye, le trafic d'armes "déversées par les forces de l'OTAN", selon certains observateurs locaux, a monté en flèche dès 2011. Des armes occidentales ont



en effet permis d'équiper les "rebelle" issus pour la plupart des rangs des mercenaires islamistes d'Al Qaida, et tous les dépôts d'armes de l'armée officielle ont été vidés.

Une bonne partie de ces armes a été récupérée par d'autres groupes comme AQMI, la branche d'Al Qaida au Sahel, qui opère aujourd'hui principalement au Mali, et on les retrouve dans de nombreux conflits jusqu'au Yémen.

En décembre 2020, le Peace Research Institute de Berlin écrivait : *"Depuis 2011, des pays comme la Turquie, le Qatar, les Émirats arabes unis, la Jordanie, l'Égypte, la Russie et la France ont continué à transférer d'importantes quantités d'équipements militaires lourds vers l'État nord-africain. Mais les armes légères et de petit calibre (ALPC) restent également un problème majeur"*.

En Syrie aussi, les armes venaient de partout : les stocks libyens ont été vidés, l'occident a fourni des armes lourdes, l'Ukraine des équipements, l'Égypte et la Turquie des armes légères en quantité, le tout avec l'argent des saoudiens et qataris, sans oublier des US.





Dès 2012, le député libanais pro US et pro saoudiens Okab Sakr était désigné comme un important trafiquant d'armes occidentales à destination des opposants à Assad, qui étaient des "rebelles" tous plus ou moins radicalisés, qui ont de toute manière fini par se confondre sur le terrain avec Daesh. Sakr était membre du parti de Saad Hariri, héritier de la présidence libanaise et d'une famille proche de Chirac impliquée dans le business au Liban comme en France. Il a été chargé du trafic d'armes, dont le Liban a longtemps été l'une des principales plaques tournantes, grâce notamment à ses banques opaques.

Deux des grands alliés des Etats-Unis, le Qatar et l'Arabie saoudite, organisaient carrément ouvertement le trafic d'armes, dont des armes lourdes comme des tanks, vers les "rebelles" syriens anti Assad, à savoir les islamistes de Daesh & Co. Sakr faisait le lien entre tout ce petit monde. Jean-Loup Izambert évoque un rapport de la DIA (direction US des renseignements).



Une partie des armes utilisées en Libye a ensuite été acheminée jusqu'en Syrie, par bateaux et par avions, surtout Qataris et Saoudiens. *"Dédouanées directement par les services turcs sur des bases militaires, dont celle de l'OTAN, ces cargaisons ont été ensuite transportées et distribuées dans l'illégalité la plus totale par des agents des services secrets états-uniens, anglais, français, turcs, saoudiens, qataris et jordaniens"*, écrit Izambert.



Une fois entre les mains des "rebelles", une partie de ces armes payées par l'Arabie Saoudite et le Qatar et fournies par l'Europe, l'Egypte, l'Ukraine, la Turquie étaient revendues au marché noir à d'autres groupes armés. D'ailleurs, cet argument a servi aux US pour expliquer que les armes fournies aux "rebelles", pour un montant évalué à 1 milliard au total (mais c'est certainement davantage) avaient été détournées et revendues aux "djihadistes" via le marché noir.



Support the Guardian

Available for everyone, funded by readers

Contribute →

Subscribe →

Sign in

The Guardian
For 200 years

News Opinion Sport Culture Lifestyle

World ▶ Europe US Americas Asia Australia Middle East Africa Inequality

Syria

This article is more than 10 years old

Syria protests: Troops renew attacks on pro-democracy demonstrators

Crackdown comes as President Bashar al-Assad rejects Turkish appeals to change tack or face fate of Muammar Gaddafi



Syria protests: Activists in Damascus say the escalation of pro-democracy protests is piling pressure on President Bashar al-Assad. Photograph: Associated Press



L'armée d'opposition à Assad a été constituée par les Frères Musulmans, alliés de l'occident et actifs depuis les années 50 en Syrie où ils ont commis des dizaines d'attentats en vue de renverser le pouvoir. En 2011, les émeutes anti Assad et pro occidentales qui ont servi de prétexte pour l'attaque du pays étaient organisées par eux[5].

L'Armée Syrienne libre, entraînée en Jordanie et en Turquie par les services US, anglais et français dès 2012, était en fait une structure de pilotage d'une nébuleuse de milices islamistes. Puis l'ASL et les différents groupes de « rebelles » ont pu s'entraîner dans toute la région, notamment au Qatar.

Selon Jean-Loup Izambert, l'attaque contre la Syrie était préparée par les Etats-Unis depuis 2003, avec l'augmentation des pressions diplomatiques pour isoler le pays et le soutien financier et militaire aux groupes subversifs. En 2005 un attentat, très probablement organisé par le Mossad qui a explosé la voiture de Rafic Hariri, 1er ministre du Liban, a servi à accuser la Syrie pendant des années et à lancer une forte pression diplomatique.

En 2006, une réunion a été organisée à Washington avec des expatriés syriens opposants à Assad et en Grande-Bretagne d'autres "opposants" ont créé un lobby anti Assad et pro guerre appelé "Observatoire Syrien des Droits de l'Homme" (OSDH), qui a abreuvé nos médias et politiciens de propagande destinée à légitimer l'attaque contre la Syrie, dont beaucoup d'intox pure[6]. Pendant ce temps, les réseaux se structuraient pour réunir de l'argent et fournir armes et combattants au moment voulu, et dès août 2012 Obama annonçait l'armement des "rebelles" anti Assad.



Dans les années 80 déjà, la CIA organisait l'envoi en Afghanistan d'islamistes radicalisés sur le sol US –et ailleurs. Peter E. Williams explique dans "Operation Gladio. The unholy alliance between the Vatican, the CIA and the mafia" : *"Réalisant qu'il serait financièrement avantageux de former les nouvelles recrues sur le sol américain, le cheik Gilani, avec l'aide de la CIA, a mis en place des camps d'entraînement paramilitaires dans les zones rurales de tout le pays, y compris Hancock, New York ; Red House, Virginie ; Commerce, Géorgie ; York, Caroline du Sud; Doves, Tennessee ; Buena Vista, Colorado; Mâcon, Géorgie ; Squaw Valley, Californie; Marion, Alabama; et Talihina, Oklahoma.*

En 1985, la presse internationale a commencé à rapporter qu'un nombre indéterminé de musulmans afro-américains - tous liés aux camps mis en place par Gilani - avaient rejoint les rangs des moudjahidines en Afghanistan et que plusieurs avaient été tués au combat. Interrogés, plusieurs des djihadistes importés d'Amérique témoigneraient qu'ils étaient des agents de la CIA". Bref, rien de bien exceptionnel dans ce genre de manipulations probablement aussi vieilles que le monde.



Et quand ces islamistes revenaient du combat, la CIA s'assurait qu'ils obtiennent bien des passeports spéciaux pour rentrer aux Etats-Unis, où ils revenaient dans les mêmes mosquées pour poursuivre leur prosélytisme, la récolte de fonds et le recrutement de nouveaux dingues à envoyer au combat contre les soviétiques.



La DGSE française a également armé et entraîné –y compris en France- des "combattants" islamistes expédiés ensuite en Afghanistan via le Pakistan pour renverser le gouvernement progressiste[7]. Et depuis les années 80, nos gouvernements de gauche comme de droite soutiennent et protègent les Frères Musulmans (organisation créée par le grand-père de Tarik Ramadan en 1928 un peu sur le modèle de la Franc-Maçonnerie mais en moins discrète), surtout leurs leaders ceux qui sont recherchés par d'autres pays pour des actes terroristes ou propagande islamiste[8].



Menu



Présidentielle Politique International CheckNews Cultur

Accueil / Politique

Sarkozy ou la grande recup' des voix de l'islam

Enquête sur la stratégie du candidat UMP depuis 2002 pour s'attirer les suffrages des musulmans de France.

D'ailleurs, les Frères Musulmans ont pignon sur rue en France puisque l'UOIF (Union des organisations islamiques de France) n'est autre que [la branche française des Frères musulmans](#), qui disposent d'un réseau associatif très dense en Europe et particulièrement en France[9].

"Le travail de prédication des Frères européens leur a permis de disposer de 500 associations dans 29 pays du Vieux continent. Cependant, la France reste l'épicentre de l'idéologie frériste ; ils y possèdent près de 250 associations et près de 100 lieux de culte (La Courneuve, Dijon, Marseille, Lille, Bordeaux...)" écrivait le sociologue Samir Amghar en 2009 dans la revue Politique Etrangère[10].

Nos ministres de l'Intérieur successifs –dont Pasqua bien-sûr- se sont arrangés pour qu'ils obtiennent des titres de séjour, des moyens de subsistance et l'impunité vis-à-vis des poursuites venues de l'étranger. Cette terre d'accueil permettait aux groupes de se structurer et de préparer leurs prochains coups d'Etats et attentats loin des services de sécurité qui les recherchaient.



En Tunisie, les islamistes d'Ennahda profitent de la forte abstention pour s'imposer

Les Tunisiens ont boudé les urnes. Seuls 41,3 % d'entre eux ont voté aux élections législatives du 6 octobre. Les résultats ne seront communiqués que le 9 octobre mais le parti islamiste d'Ennahda était donné en tête par les sondages sortis des urnes.

Marie Verdier, le 07/10/2019 à 09:25 Modifié le 07/10/2019 à 09:40

Lecture en 3 min.



Les anglais ont fait exactement la même chose. Parmi ces groupes islamistes dont les leaders ont trouvé asile en France (pour certains grâce à Pasqua qui leur a offert l'asile politique), mais aussi aux Etats-Unis et en Angleterre notamment, il y avait l'organisation terroriste Ennahda, qui est aujourd'hui au pouvoir en Tunisie grâce au coup d'Etat du "printemps arabe".



Notons au passage que les islamistes aujourd'hui au pouvoir en Tunisie, ceux du parti Ennahda dirigé par Rached Ghannouchi depuis 1991, sont dans les petits papiers de Washington. Ghannouchi, qui était recherché dans son pays pour ses activités terroristes et revendiquait de faire le plus de victimes et de "martyrs" possible dans des attentats, a obtenu l'asile politique en Angleterre en 1991. La même année on le retrouve en Afghanistan, où il a rendu service aux US dans les discussions avec les clans antisoviétiques locaux.

En 2013, un ex djihadiste libyen impliqué dans la guerre contre Kadhafi a déclaré à la télé que Ghannouchi avait facilité son transfert et celui de plusieurs autres combattants islamistes vers l'Afghanistan en 1989.

Depuis, Ghannouchi est régulièrement reçu à Washington, comme en février 2014 où il est venu parler de la "transition démocratique" en Tunisie, et il est aujourd'hui président de l'assemblée du pays. Il y était encore en janvier 2021 et le mois suivant l'ambassadeur US annonçait le renforcement du "fort appui" US à l' "expérience démocratique" du pays, avec le doublement du volume de l'aide extérieure et un renforcement de la coopération en "santé".



En 1992, le premier meeting officiel du Front Islamique du Salut (FIS) premier parti politique clairement islamiste d'Algérie soutenu par le Qatar et l'Arabie Saoudite, a eu lieu en France ; des groupes armés affiliés de plus ou moins près



au FIS et à Ennahda (son pendant Tunisien) ont fait régner la terreur en Algérie[11] où ses adeptes voulaient imposer la charia dans les années 90, et en France où la première vague d'attentats islamistes a eu lieu à cette époque.

Anouar Haddam, ex porte-parole du GIA et leader historique du versant politique le FIS formé dans les universités américaines, est réfugié aux Etats-Unis qui refusent toujours de l'extrader vers l'Algérie[12] où il doit répondre devant la justice de l'organisation d'un attentat à la voiture piégée en 1995 dans un village, qui a fait 42 morts et 256 blessés.

Jean-Loup Izambert écrit dans "56" que les US lui ont fourni "un quasi statut diplomatique qui, selon un haut-fonctionnaire, lui permet de 'camper littéralement au Département d'Etat et dans les bureaux des membres du Congrès'" au milieu des années 90 alors qu'il disait clairement soutenir la lutte armée islamiste. Mais il a été reconnaissant : aucun intérêt américain n'a été attaqué en Algérie. Les liens d'Haddam avec les services US étaient si étroits qu'Izambert s'interroge : "On peut se demander sur Anouar Haddam est le représentant de groupes terroristes auprès de la CIA ? ou l'envoyé de la CIA auprès de groupes terroristes".



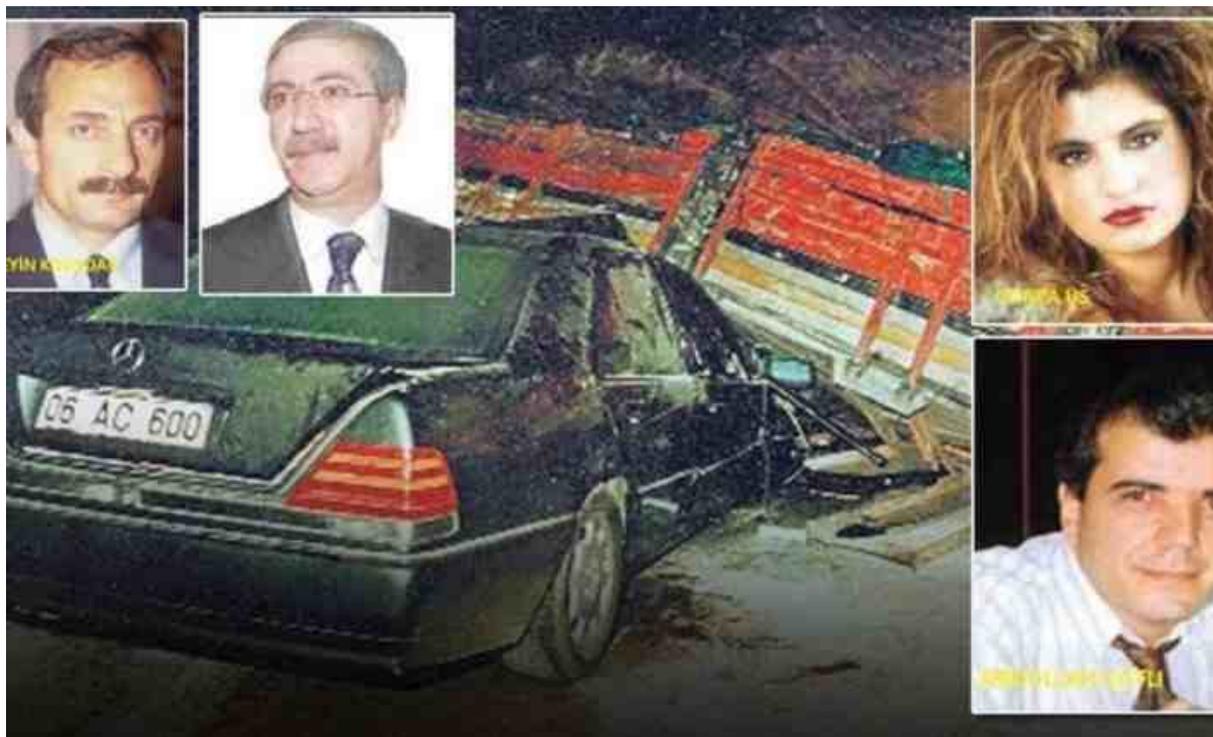


En 1995, un rapport de la Rand Corporation, lobby néo conservateur, préconisait de promouvoir les mouvements islamistes dans les pays arabes pour avoir des moyens de pression, surtout si ces mouvements se montrent favorables à l'implantation de l'OTAN sur le sol national.

Depuis les années 80, l'Afghanistan, mais aussi toute l'Afrique du nord et le Moyen-Orient, ont produit des armées d'islamistes dont ceux du FIS ou d'Ennahda, qui se sont entraînés ensuite du Kosovo à la Tchétchénie, de la Libye à la Syrie. Et qui ont commis des attentats partout.

1996 serait donc selon Sibel Edmonds la date de lancement du Gladio 2, c'est-à-dire le développement de stay-behind version islamiste par ce qu'on appelle le "complexe militaro industriel". Elle explique surtout ce qu'il s'est passé en Turquie, où justement le 3 novembre 1996, un accident de la route a mis en évidence les liens entre les islamistes, la mafia et les milieux politiques d'extrême-droite.

Les corps d'Abdullah Çatlı, membre des Loups-Gris, groupe mafieux d'extrême-droite financé directement par la CIA et le BND allemand et impliqué dans divers attentats tels que la tentative de meurtre de Jean-Paul 2 en 1981, celui de sa copine, et celui de Hüseyin Kocadağ, chef adjoint de la police d'Istanbul ont été retrouvés dans un des véhicules. Sedat Bucak, député au Parlement, a survécu.



Des documents d'identité de 8 nationalités différentes et deux passeports ont été retrouvés sur Abdullah Çatlı, ainsi qu'un permis de port d'armes octroyé directement par le ministre de l'Intérieur Mehmet Ağar et plusieurs armes.

L'affaire fit scandale car les relations du gouvernement et de la mafia étaient claires et une commission parlementaire a éclairci certains points. Le rôle de l'ambassadeur US dans la protection de Çatlı a été dévoilé par des témoins, et les Loups-Gris sont apparus comme l'antenne du Gladio en Turquie, aidant le gouvernement à éliminer les leaders kurdes du PKK en Turquie mais aussi en Europe et ailleurs.

Dès 1987, quand Çatlı a été arrêté pour trafic de drogue en Suisse, il a miraculeusement pu s'échapper parce que sa porte de prison était ouverte et qu'un hélicoptère de l'OTAN est venu gentiment le chercher sur place. On le retrouve en Grande-Bretagne en 89 doté d'un passeport britannique, puis aux Etats-Unis en 1991 où il s'est marié et a obtenu la Green Card sans aucune difficulté. De là, la CIA l'a envoyé avec un passeport US au nom de Michael Nicholsan dans les ex Républiques soviétiques d'Asie centrale, notamment en Azerbaïdjan et en Chine avec les Ouïghours, pour faire du terrorisme [13].



Aujourd'hui les US soutiennent activement Fethullah Gülen, qu'ils abritent et dont le mouvement qui est l'un des plus importants du monde musulman, a pour ambition de construire un "Nouvel Ordre islamique Mondial" basé sur sa vision de "la société musulmane idéale". Et Gülen a dit que pour y parvenir "tous les moyens sont bons y compris mentir aux gens".

Beaucoup d'observateurs, comme le journaliste Sarkan Kuç réalisateur du film "Le Gülen : Projet Gladio", affirment que Gülen prend directement ses ordres auprès de la CIA et que son mouvement qui fonctionne un peu comme une secte s'est déployé en Asie Centrale pour attaquer le communisme.

Gülen a collaboré avec les Loups-Gris et la CIA dès les années 80 pour des opérations clandestines contre les kurdes et leur parti politique, le PKK. Il est devenu un agent important de la CIA en 1990, quand il a commencé à faire construire plus de 350 mosquées et madrasas[14] en Turquie et en Asie centrale avec l'argent du trafic de drogue.



Il a participé à plusieurs coups fourrés de la CIA dans les ex pays soviétiques, comme la tentative d'assassinat du président –communiste- ouzbek Islam Karimov. Gülen a dû fuir aux Etats-Unis en 1998.



De là, il diffuse une forme de taqîya (dissimulation), expliquant à ses adeptes lors d'un sermon sur une chaîne turque aux Etats-Unis en 1999 : "*Vous devez aller dans les artères du système sans que personne ne remarque votre existence jusqu'à ce que vous preniez les centres de pouvoir... jusqu'à ce que les conditions soient réunies. Le temps n'est pas encore venu. Vous devez attendre jusqu'à ce que vous ayez obtenu tout le pouvoir de l'État, jusqu'à ce que vous ayez avec vous tout le pouvoir des institutions constitutionnelles en Turquie ...*".

Ceci explique probablement en partie le dernier coup d'Etat en Turquie en juillet 2016 et la ferme reprise en main du pays par Erdogan, avec des milliers d'arrestations[15].

Pour le financement de Gülen, rien d'exceptionnel comme on le verra plus tard dans la partie consacrée au trafic de drogue : les US ont utilisé l'argent de la transformation d'héroïne en Turquie, acheminée par des avions de l'OTAN



jusqu'à Bruxelles. De là, elle était dispatchée en Europe et en Grande-Bretagne ainsi qu'aux Etats-Unis.

Les attaques du 11 septembre, largement débunkées depuis 21 ans, étaient aussi une opération sous faux drapeau, réalisée selon Sibel Edmonds en partenariat entre les services US, Ben Laden et Al-Zawahiri. Elle dit que le financement provenait du trafic de drogue, principalement l'opium produit en Afghanistan[16].

La France, au premier rang du combat sous faux drapeau



Les services français n'ont jamais craché sur le recrutement d'islamistes, utiles notamment pour négocier les contrats de nos multinationales, dans l'armement mais pas seulement [17]. Ils sont aussi utiles pour déstabiliser des pays –surtout s'ils sont socialistes ou proches de l'URSS- avec un appui médiatique/ de propagande côté français.

Mais quand des scandales à ce sujet manquent de survenir, le discours officiel consiste à dire que nos anciens appuis parfaitement démocrates se sont "radicalisés" hors de notre contrôle. CQFD.



Cette collaboration des islamistes avec les services occidentaux, principalement US, anglais et français, remonte aux années 30 avec la création des Frères Musulmans dont les programmes politiques bien qu'islamistes sur le fond sont toujours en pratique favorables à l'occident et aux capitalistes. Le fait qu'ils n'hésitent pas à briser les mouvements sociaux n'est pas sans déplaire non plus à une certaine caste dominante conservatrice. Dans les années 50, Les Frères Musulmans n'ont pas hésité à collaborer avec d'anciens nazis, contre les gouvernements démocratiques et socialistes, par exemple en Egypte ou en Syrie.

Syrie: le roi de Jordanie appelle le président Assad à quitter le pouvoir



Publié le 14/11/2011 à 21h28





Beaucoup se souviennent de la propagande massive qui a précédé l'attaque française en Libye et anglaise en Syrie. Kadhafi qui était reçu en grande pompe par sarko 3 ans plus tôt est devenu un "dictateur" sanguinaire, idem pour Assad qui était encore un démocrate aux yeux de nos gouvernants et des médias serpillières quelques mois auparavant.

On a commencé à nous présenter une "opposition" dite "démocratique" à ces "régimes", dont il faut que tous ses représentants vivaient hors de Syrie depuis des années. Mais comme cette propagande politique ne prenait pas, en particulier dans le cas de la Syrie, on a eu droit aux faux massacre de Houla en 2012 et en 2013 à la fameuse "attaque chimique" attribuée à Assad par nos médias alors qu'elle était le fait du front Al Nosra allié des occidentaux et filiale d'Al Qaïda.

Tout ça était destiné à préparer l'opinion publique à l'attaque contre la Syrie, préparée depuis des mois voire des années.

On a accompagné la mise en place de groupes officiels et politiques d'opposition, comme le Conseil "National" Syrien (en exil comme toujours dans ces "révolutions") qui a été soutenu par sarko dès 2011, ainsi que de groupes militaires "gentils", forcément "démocrates" comme l' "Armée Syrienne Libre", les deux étant pilotés discrètement par la branche souterraine des Frères Musulmans elle-même responsable d'attentats en Syrie depuis plusieurs dizaines d'années.



Syrie. La répression brutale renforce la contestation

MOYEN-ORIENT > SYRIE > L'ORIENT-LE JOUR - BEYROUTH

Publié le 18/04/2011 - 14:41



Le premier leader dudit conseil "national syrien", Burhan Ghalioun, vit en France depuis les années 80. C'est un ancien député israélien devenu



conseiller du chef du Qatar qui est allé le chercher, et il a reçu l'appui de BHL, officiant encore une fois comme VRP de l'OTAN [\[18\]](#).

En 2011, quand les médias occidentaux ont accéléré la propagande anti Assad, [Ghalioun a saisi l'occasion, déclarant en octobre](#) lors de la création officielle du CNS : *"Je crois que le régime a perdu toute crédibilité et que le monde attend une opposition unifiée qui puisse devenir une alternative et qui puisse être reconnue"*.

Bassma Kodmani, cofondatrice du CNR et responsable des relations extérieures, est diplômée de Sciences-Po Paris, a travaillé à l'Institut Français des Relations Internationales, a été [directrice de la branche régionale de la Ford Foundation](#) en Egypte [\[19\]](#). Elle a aussi été à au moins deux réunions du Bilderberg en 2008 et 2012, et d'autres du Council on Foreign Relations.

En 2005, avec l'appui du Council on Foreign Relations, elle a créé un lobby "démocratique" arabe appelé [Arab Reform Initiative](#), qui regroupe des instituts de recherche du monde arabe axé sur les questions de "transition démocratique" dans le monde arabe.

En France où elle est active dans différents lobbys, elle a beaucoup cherché à peser sur les politiques et l'opinion en faveur d'une attaque militaire contre la Syrie.

Quand le Conseil "national" en question a été trop compromis et que les démissions ont commencé à se multiplier, une toute nouvelle "coalition" nous a été présentée, dirigée par un syrien vivant en Arabie Saoudite, Ahmed el Jarba, qui a été arrêté plusieurs fois entre 1996 et 2011, pour trafic d'armes et de drogue.

En 2014 il a eu [des problèmes car les islamistes d'Al Nosra disaient](#) qu'il avait dépensé 3 millions de dollars en hôtels de luxe et détourné 75 millions destinés au secours des blessés, au lieu de les leur donner. Mais il ne faisait pas rien : il appelait les US et l'occident à livrer toujours plus d'armes aux mercenaires anti Assad.



Syrie : Hollande invite l'opposition à "préparer la transition"

19h53, le 21 août 2012, modifié à 11h55, le 19 juin 2017

Par A.F.

Le président français a reçu mardi à l'Elysée une délégation du Conseil national syrien (CNS), la principale coalition de l'opposition au régime de Bachar el-Assad, qui a fait part de son intention de former "un gouvernement de transition". L'Elysée a pour sa part souligné que François Hollande encourageait le CNS à organiser "un large rassemblement" pour "préparer la transition" en Syrie. Les deux parties ont une nouvelle fois appelé au départ du président en place.



François Hollande a reçu une délégation du CNS à l'Elysée. (Reuters)

Tout ce petit monde du Conseil "National syrien" et de l'Armée "syrienne libre" était reçu tranquillement à l'Assemblée nationale et [à l'Elysée par Flamby en novembre 2012](#), à l'occasion de la création de la "*nouvelle coalition de*



l'opposition syrienne" dont Hollande disait qu'elle était "une étape décisive pour préparer la Syrie nouvelle", démocratique bien évidemment.

Un communiqué de presse précisait aux médias : "*Le président de la République a renouvelé son soutien à la nouvelle coalition nationale syrienne, que la France a reconnue comme seul représentant légitime du peuple syrien*".

A côté de l'Armée Syrienne Libre, les Frères Musulmans ont mis en place une nébuleuse d'organisations islamistes anti-Assad alimentées par des mercenaires[20], qui ont parfois pu entrer en concurrence. L'ASL donnait ses ordres, distribuait les armes et l'argent à tout un tas de "brigades" plus ou moins indépendantes sur le terrain.

Un premier coup d'Etat a été tenté en 2011 par les manifs soi-disant "démocratiques" anti Assad organisées par les équipes liées aux Frères Musulmans, et un second, militaire, a été organisé directement par les Etats-Unis et la France autour de Ryad Hijab, avec un attentat contre le Bureau de la Sécurité Nationale le 18 juillet 2012 qui a tué plusieurs ministres et responsables de l'armée ainsi que des civils[21]. En parallèle, des milliers de mercenaires djihadistes sont entrés dans le pays en quelques jours.

Chez nous la propagande répétait en boucle qu'Assad tirait sur les manifestants, et les politiques de l'ouest ont commencé leur musique, "condamnant fermement" et de manière répétée chaque nouvel acte que ladite propagande imputait à Assad. Et dont les faits ont montré qu'il s'agissait de mensonges.

Les deux coups d'Etat ont échoué car l'armée comme la population sont restés derrière Assad, les occidentaux ont donc fortement augmenté la violence.



Les premiers bataillons de cette armée "syrienne libre" étaient, nous disait-on, constitués de "déserteurs" de l'armée officielle, pas du tout d'hallucinés islamistes. Et le tristement célèbre "service action" de la DGSE tout comme le Commandement des opérations spéciales (COS) de l'armée sont allés les entraîner au Liban et en Turquie dès 2011.

Les services français leur fournissaient aussi une aide très précieuse en matière de renseignement et de communications. A l'été 2012, "Plusieurs dizaines de conseillers militaires particip[ai]ent déjà à un état-major commun turc, américain et français à Charnagh (Turquie), qui bénéficie d'une aide britannique à la frontière syrienne", expliquait un spécialiste de la région.

Un poste de commandement qui regroupait des acteurs des différents pays attaquants était basé à Amman en Jordanie, et dirigé par Salman Ben Sultan, frère d'un ancien chef des renseignements saoudiens et vice-ministre de la défense d'Arabie Saoudite en 2013-2014. C'est de là qu'étaient coordonnés le ravitaillement en armes, le financement et le transport des djihadistes anti



Assad[22] jusqu'en Syrie via le Liban et la Turquie, grâce à l'organisation logistique des Frères Musulmans.

≡ L'EXPRESS



S'abonner

Laurent Fabius veut livrer des armes aux rebelles syriens

Le ministre des Affaires étrangères a estimé ce dimanche qu'il fallait que "les résistants puissent avoir des armes pour lutter contre les avions qui les mitraillent".



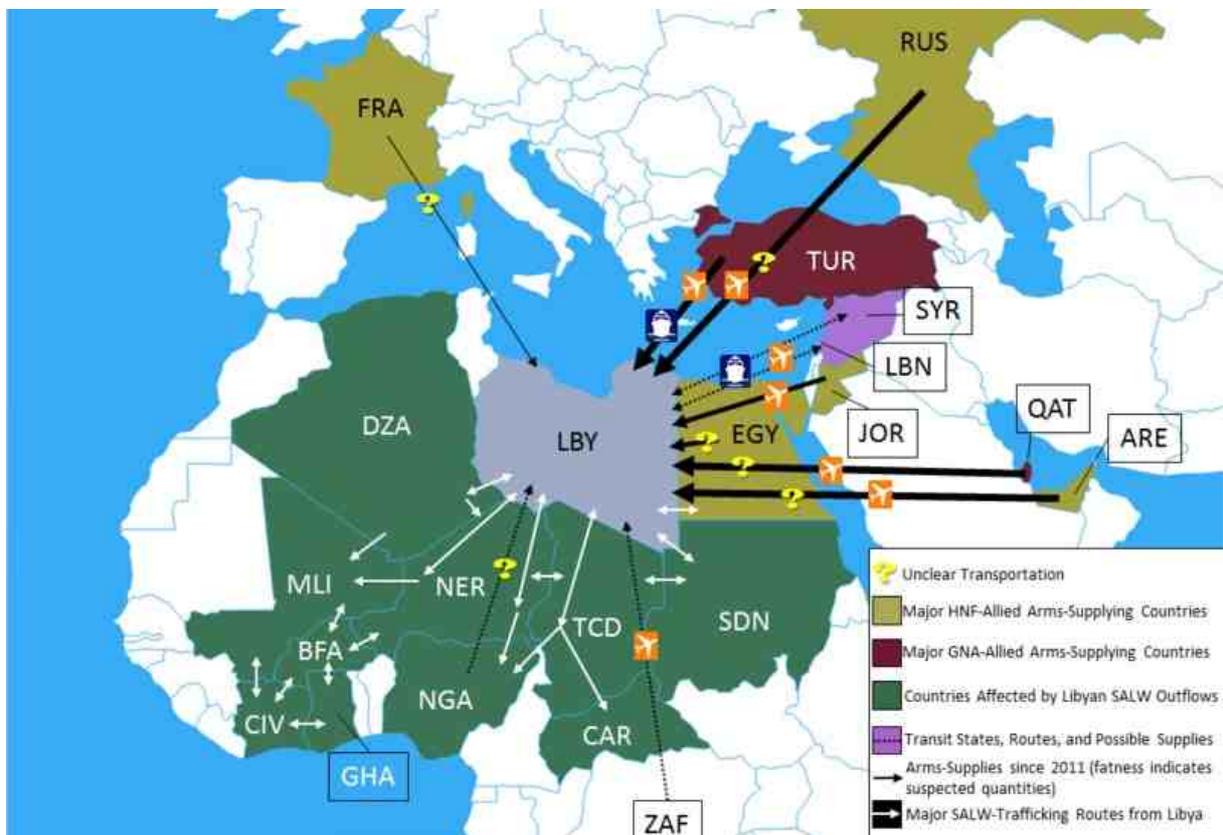
On sait, comme l'a avoué Hollande, que la France a financé et armé des terroristes en Syrie (appelés « rebelles »[23]), officiellement pour lutter contre les terroristes qu'on avait armés et financés auparavant, et qui avaient rejoint Daesh & Co. On attend avec impatience des enquêtes sérieuses sur les entreprises, notamment françaises, qui ont revendu le pétrole de Daesh[24] pendant toute la guerre, après avoir été mélangé avec des pétroles d'autres provenance.



Mais des compagnies pétrolières US et saoudienne étaient en première ligne, à commencer par Exxon Mobil qui faisait sortir du pays le pétrole volé par le Front Al Nosra au pays afin de financer sa guerre et Aramco qui revendait le pétrole fourni par l'EIIL (l' "Etat islamique") qui avait à partir de 2014 le contrôle du plus important site d'extraction du pays.

Selon les estimations de plusieurs spécialistes, ce trafic rapportait autour de 90% des revenus de Daesh soit environ 1 milliard de dollars par an, et en passant par la Turquie. Ce qui a permis à Erdogan d'avoir les mains libres pour sa dictature. Encore une "théorie du complot", selon certains.

Quant à Fabius, de l'affaire du sang contaminé, qui a applaudi tous les délires pseudo sanitaires de la micronie maintenant qu'il est au conseil dit "constitutionnel", eh bien il trouvait en décembre 2012 que le Front Al Nosra, affilié à Al Qaida/ Daesh/ Etat Islamique et voulant imposer la charia en Syrie et ailleurs, faisait du "bon boulot". Un an après il voulait le classer comme "organisation terroriste" quand l'opinion publique française s'est réveillée.





On attend aussi de connaître l'implication exacte des autorités françaises et américaines [25] dans le financement de daesh par Lafarge.

En mai 2013, alors que les "chances" de renverser Assad commençaient à se réduire fortement et que les djihadistes arrivaient de partout, Flamby s'était démené pour faire sauter l'embargo sur les livraisons d'armes à l'"opposition". Il a obtenu gain de cause très facilement, dès le 27 mai alors que c'est formellement interdit par le droit international.

Ce qui a amené Alain Chouet, ancien responsable de la DGSE à Damas, à déclarer à l'époque : *"Je connais la Syrie depuis 40 ans, j'ai fait partie des services spéciaux pendant 30 ans et j'affirme qu'une telle certitude est totalement présomptueuse. Ce que je constate, c'est que, sur le terrain, celle qu'on appelle l'ASL (Armée syrienne libre) est composée d'officiers et d'hommes de troupe qui ont déserté vers la Turquie et qui se trouvent pour la plupart consignés dans des camps militaires quand ils n'ont pas donné des gages d'islamisme. L'un des fondateurs de l'ASL, le colonel Riad al-Assaad, se trouve pratiquement assigné à résidence avec l'interdiction de se rendre sur le territoire syrien. Tout cela pour laisser la place aux groupes salafistes et aux djihadistes. Je repose donc la question : quelles armes allons-nous donner et à qui ?"*



Et d'ajouter, avant de pointer la situation similaire au Mali, du fait de la France encore une fois : *"Depuis deux ans, la France a fourni aux opposants syriens une*



assistance logistique, technique, des entraînements organisés par les services spéciaux, également britanniques ou américains. Cette fois, en livrant officiellement des armes, on passe à un autre stade !". Mais en réalité, flamby livrait déjà directement des armes lourdes aux islamistes en Syrie dès 2012 alors qu'un embargo était imposé par l'Europe.

La CIA n'aurait quant à elle assuré les livraisons d'armes, via l'opération 'Timber Sycamore', que jusqu'en 2017 seulement : il s'agissait selon le Washington Post de "l'une des plus vastes opérations clandestines de la CIA", lancée "officiellement" en 2012.



Cette année-là, plusieurs cargaisons d'armes ont été interceptées dans la région, comme celle du Luftallah II, parti de Libye et intercepté au Liban avec 3 conteneurs d'armes destinées à l' "opposition syrienne". Parmi ces armes il y avait des missiles anti blindés et anti aériens et des obus.



Pendant ce temps, la France laissait se balader dans les mosquées et autres congrès musulmans du pays comme le "salon international du monde musulman" à Montreuil en novembre en 2012 ou le rassemblement de l'UOIF (union des organisations islamiques de France) au Bourget en mars 2013 un dénommé "cheikh Al-Arifi", qui envoyait des jeunes au "djihad" en Syrie, appelait à frapper sa femme, et prônait le viol de guerre en Syrie, ce qui a amené à un trafic de filles et de femmes massif et à des viols à une échelle rarement vue sur un théâtre de guerre[26].



Il y avait aussi Fahad al-Masri, qui vit en France depuis 1996, et appelait à commettre des attaques en Syrie, se félicitant des attentats qui avaient pu tuer des responsables militaires et politiques avant le lancement du conflit armé.

De 2011 à 2014 al-Masri était officiellement porte-parole de l'Armée "Syrienne" Libre et à ce titre était en relation permanente avec les milieux politiques français. Il se satisfaisait des attaques meurtrières contre le gouvernement et des enlèvements de responsables : "*Nous retenons en otage depuis deux jours, trois responsables du renseignement syrien, dont le chef du renseignement d'Alep, très proche de Bachar al-Assad*" déclarait-il, en toute impunité, en juillet 2012.



Pour lui, en 2012, la fin d'Assad était très proche : *"C'est une question d'heures, de jours, peut-être de quelques semaines, mais pas de plusieurs mois"* disait-il à qui voulait lui donner une tribune. En 2020, il continuait à appeler à des opérations militaires en Syrie, pour "purifier" le pays. Et ils étaient loin d'être les seuls.



Comme d'habitude, ces manigances ont fini par nous exploser à la figure, et la France a été le terrain privilégié des attaques terroristes de ces djihadistes qu'elle avait contribué à financer, armer et entraîner. En 2014 une "[coalition contre l'Etat islamique](#)" a été montée cyniquement et en urgence par Washington, histoire de garder la face pour une partie aussi crédule que mal informée de l'opinion publique.

On a donc continué à armer des "rebelles" soi-disant "modérés". Jean-Loup Izambert note que les islamistes de Daesh & Co n'ont *"jamais frappé les principaux symboles de la guerre occidentale [...] : les structures de l'OTAN et les bases militaires étasuniennes, tout particulièrement celles situées en Turquie, en Italie, en Espagne, en Grèce et dans les dictatures du Golfe"*. De fait, jamais l'Arabie Saoudite ou le Qatar n'ont été attaqués.



Même pendant la vague d'attentats commis en France et ailleurs, les livraisons hebdomadaires d'armes de tous types et le soutien logistique au djihadistes ont continué. Les US leur apportaient du renseignement grâce à leurs moyens d'écoute, utilisaient des drones pour repérer les mouvements de l'armée officielle... Ils envisageaient même de constituer une "principauté salafiste" pour remplacer l'Etat syrien[27].



Comme Assad n'est jamais tombé, il n'y a jamais eu le business promis pour nos multinationales : seule les industries de l'armement et du pétrole ainsi que les compagnies militaires privées ont gagné quelque chose dans l'histoire. Un rapport du Pentagone rédigé en 2012 et déclassifié en 2017 soulignait le rôle de l'occident, Etats-Unis en tête, et des pays du Golfe dans la création et le développement de l' "Etat islamique", et même si il n'a pas reçu une grande publicité, il n'a jamais été démenti.

Au-delà de ce soutien sur les terrains de guerre, des éléments montrent que les services français sont présents dans l'organisation d'attentats terroristes "islamistes" sur le sol français. Par exemple les armes fournies à Ahmedy Coulibaly pour l'attentat du magasin kasher venaient d'un groupe d'extrême



droite du nord de la France, par l'intermédiaire de membres de la police de Lille.

Il y a Mohammed Merah qui a dit avoir été manipulé par celui qu'il pensait être son meilleur ami, et qui était en réalité agent des renseignements généraux.

≡ MENU

Le Point

Mohamed Merah travaillait pour les RG

La DCRI est chargée de l'enquête sur les meurtres commis par le djihadiste. Alors qu'elle est elle-même mise en cause.

Par Armel Méhani et Aziz Zemouri



Publié le 07/06/2012 à 21h37 - Modifié le 08/06/2012 à 08h15

Il avait déjà été fiché en 2006 pour ses liens avec des djihadistes, et la DCRI qui le suivait officiellement depuis novembre 2010, après une arrestation en Afghanistan[28], lui avait permis d'aller en Israël en septembre en échange de renseignements nous a-t-on dit[29]. Même si officiellement on n'avait pas



trouvé Merah dangereux et aucun lien avec "un réseau terroriste", il était dans les fichiers.

Apparemment, il a même été envisagé de le recruter comme indic, contre l'avis du responsable des renseignements à Toulouse qui avait demandé en vain la judiciarisation de son dossier. En 2011, il était surveillé et avait même un correspondant direct à la DCRI. Beaucoup de questions dans cette affaire vont rester en suspens puisque Merah a été abattu dans sa souricière -alors qu'il aurait pu être pris vivant.

Une des questions qui se pose encore est : Merah est-il bien le tireur ? Ne l'a-t-on pas laissé circuler ce secteur pour couvrir le vrai tueur, dont la description faite sur le moment par les témoins ne correspond pas à Merah.

Et quand sarkoléon a donné une vitrine officielle à la religion musulmane, son fameux "conseil du culte musulman", il n'a pas mis à sa tête une organisation progressiste mais l'UOIF (Union des Organisations Islamiques de France), qualifiée de "très proche" des Frères Musulmans dont elle dépend en fait directement depuis toujours, et est liée à l'organisation européenne UOIE. L'UOIF donne par ailleurs dans le clientélisme et développe des réseaux dans toutes les branches de la société, des universités à la finance en passant par la politique et les médias. La "laïcité" version UMP.



Marianne

MENU



MarianneTV

POLITIQUE

SOCIÉTÉ

ÉCONOMIE

MONDE

AGORA

CULTURE

AR



Il a osé le dire

BHL : "La Libye n'est pas aussi belle qu'on pouvait l'escompter"

Peut-être était-ce la préparation du terrain pour les coups d'Etats en Libye et en Syrie, lancés en 2011. On commence par créer un nid douillet pour l'opposition aux "régimes" comme il convient désormais de les appeler de Kadhafi et Assad, opposition qu'on va systématiquement chercher du côté des islamistes les plus radicaux.

En Libye, les forces armées françaises ont entraîné des terroristes islamistes après la "libération" du pays par sarkoléon, pour lutter contre l'armée officielle et contre Kadhafi au nom de la "démocratie".



L'un de ces terroristes qui avait combattu durant 4 mois en Lybie en 2011 a émigré en Angleterre peu après, en 2012. Là, il a commis trois meurtres en pleine rue en juin 2020. Le dénommé Khairi Saadallah a expliqué lors de son procès qu'il a été entraîné en Lybie par les forces françaises[30]. Mais les anglais comme les français, avec de l'argent et des armes du Qatar notamment, ont allègrement entraîné les "rebelles" islamistes envoyés par convois entiers par les groupes terroristes du coin.

Et qui est-ce qu'on a retrouvé en Libye pour lancer l'Etat islamique local ? L'Irakien Abou Bakr al Baghdadi, leader d'Al Qaida dans les années 2000 puis co-fondateur de Daesh en Syrie et en Irak, dont on nous a annoncé plusieurs fois la mort jusqu'à la dernière en 2019 où les US auraient balancé son corps à la mer, là encore fort discrètement.

Il aurait été tué en Syrie où il organisait les troupes islamistes anti Assad. La carrière de Baghdadi, qui selon certains serait un agent du Mossad, a pris de l'envergure après son passage en 2004 dans un centre de détention US connu pour le conditionnement des détenus opéré notamment par la CIA, comme Guantanamo.



John McCain & ISIS "Caliph" Abu Bakr al-Baghdadi

Il existe aussi des photos sur lesquelles on le voit en compagnie d'officiels US dont John McCain[31], membre du Conseil d'administration du NED, le National Endowment for Democracy qui réunit les renseignements des Etats-Unis, d'Australie, du Canada, de Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni.

McCain a d'ailleurs été très actif dans l'organisation des révolutions dans les pays arabes, qualifiées poétiquement de "printemps arabe". On notera que les pays qui n'ont pas eu leur "révolution" ont eu droit à une guerre, c'est-à-dire Libye et Syrie. En février 2011, selon Thierry Meyssan, McCain a présidé une réunion de l'OTAN organisée au Caire pour lancer les opérations du "Printemps arabe". On notera que le VRP des guerres de l'OTAN BHL est mentionné comme présent à cette réunion, qui relève de la conspiration.

Comme en Syrie, l'opposition libyenne dite "démocratique" était en fait largement composées de djihadistes. Plusieurs de ces groupes, comme le Groupe islamique pour la Combat en Libye (GIICL) dirigé par Abdelhakim Belhadj depuis sa création vers la fin des années 80, étaient directement en lien avec Al Qaida ou créées par Al Qaida. Belhadj dirigeait à Tripoli le Conseil



militaire qui chapeautait les milices, la plupart djihadistes, anti Kadhafi. Il a tenté depuis l'aventure politique mais les islamistes n'ont pas le soutien des libyens.

Civil War In Afghanistan

050383 82: Guerrilla soldiers or mujahadeen stand with artillery at a remote base in the Safed Koh Mountains February 10, 1988 in Afghanistan. The end of Soviet military occupation, which began in 1979, has left the Afghan Army more vulnerable to these guerrilla forces, who are fighting the Russian-installed Afghan government. (Photo by Robert Nickelsberg/Getty Images)



Dans les années 90 il a combattu à plusieurs reprises en Afghanistan où il dirigeait un groupe de combattants et a fréquenté Ben Laden, et y est retourné en 2001. Il a été arrêté en 2003 en Malaisie, par la CIA qui l'a longuement "interrogé" dans une de ses prisons secrètes avant de le renvoyer en Libye en 2004 pour y faire quelques années de prison.

Il est sorti en 2020 et a donc pu participer pleinement au coup d'Etat. La "révolution" l'a en tout cas beaucoup enrichi puisqu'en 2017 sa fortune était estimée à 2 milliards de dollars. Si son origine reste un mystère, celle-ci lui a permis d'investir dans les médias, notamment une chaîne télé.



Et parfois on tombe sur d'étranges informations, comme cet article paru dans la presse locale en septembre 2016 au sujet de la découverte dans un terrain à côté de l'église de Saint-Hilaire-des-Grottes de l'attirail du parfait petit djihadiste : "*un drapeau de Daesh, du matériel audio et vidéo, un groupe électrogène, des journaux en langue arabe*", [racontait Ouest France](#). Matériel laissé là par les occupants d'une camionnette blanche banalisée.

La police, la gendarmerie, le sous-préfet arrivent sur place, avant qu'on comprenne que ce sont des militaires du Centre interarmées de la défense nucléaire, radiologique, biologique et chimique en formation qui avaient laissé ça là.

La propagande poursuit 7 objectifs principaux, rappelait en 1961 un [manuel d'opération contre les "forces irrégulières"](#) (les opposants non militaires) :

- Diviser, désorganiser et induire la défection des membres des forces irrégulières (qui peuvent être les Gilets Jaunes ou des critiques de la stratégie de gestion du coronavirus, par exemple)
- Réduire ou éliminer le soutien civil à ces éléments
- Dissuader les civils de participer à leurs actions
- Gagner le soutien actif des civils neutres
- Préserver et renforcer le soutien des civils sympathisants à notre cause
- Obtenir l'approbation des civils à notre présence militaire (ou sanitaire)
- Obtenir l'unité nationale ou la division selon le besoin.



S'ABONNER

Trafic d'armes : dix militaires mis en examen et incarcérés

🕒 Lecture 1 min

Accueil • Justice



📷 Dix militaires seraient impliqués dans ce vaste trafic d'armes. © Crédit photo : Illustration AFP

Par Sudouest.fr avec AFP
Publié le 17/01/2021 à 9h21

Cinq autres hommes ont été mis en examen samedi et incarcérés, portant à dix le nombre de personnes suspectées d'avoir participé à un vaste trafic d'armes en France mettant en cause des militaires

Récemment, on a eu une affaire de trafic d'armes assez étonnante, qui souligne encore une fois les connexions obscures entre une certaine catégorie de militaires et l'extrême droite. En janvier 2021, une dizaine de types ont été arrêtés et mis en examen, parmi lesquels trois militaires en activité, des militaires à la retraite, des employés de boîtes de sécurité et deux militants



d'ultra-droite (dont un fiché S), pour [trafic d'armes et association de malfaiteurs](#).

Les 200 armes en question comprenaient des fusils d'assaut, fusils mitrailleurs et autres armes de guerre, ainsi que "plusieurs tonnes" de munitions.

A qui étaient-elles fournies ? A "*des trafiquants de drogue et sympathisants de l'ultradroite*" selon la presse. Le même circuit que pour les attentats "islamistes", donc. On nous dit que les armes étaient achetées démilitarisées "à des collectionneurs", ce qui semble étrange pour une telle quantité.

Elles étaient [revendues à prix relativement intéressants](#) : "*Entre 1.000 et 1.500 euros pour un pistolet automatique et entre 2 et 4.000 euros pour une kalachnikov*" selon le JDD du 17 janvier 2021. "*Depuis 2017, cinq projets d'attaques, qualifiés de terroristes, liés à l'ultradroite ont été déjoués en France. A ce stade de l'enquête, le coup de filet de la BRB n'entre pas dans cette catégorie*".

Car on observe aussi une grande proximité des forces de l'ordre et du renseignement avec la mouvance d'extrême droite à tendance terroriste. On va revenir plus en détail là-dessus dans une autre partie, mais pour aller rapidement on peut citer l'affaire des armes fournies à Ahmedy Coulibaly le meurtrier du magasin Kasher à Paris, par Claude Hermant un indic de la gendarmerie et de la police, leader des milieux d'extrême-droite du nord de la France.



En Allemagne en 2019, l'instruction sur un groupe terroriste d'extrême-droite appelé Nordkreuz (la croix du Nord) ou "réseau Hannibal" démantelé deux ans plus tôt, a montré qu'il recrutait principalement chez les militaires et policiers, surtout parmi les membres des unités spéciales. Il y avait aussi des juges et des agents de l'office de protection de la constitution (sorte de police politique) censé surveiller les groupuscules politiques dangereux.

Ce groupe avait une organisation nationale, des branches dans d'autres régions, et cherchait à rester sous les radars. Des armes et des munitions avaient été stockées, des listes d'ennemis à abattre à gauche avaient été dressées. "*La liste de courses comprenait également 200 sacs mortuaires et de la chaux vive pour les fosses communes*", précise un article de Das Revolt.

L'organisation était calquée sur les réseaux stay-behind.

On reviendra plus tard sur cette utilisation des groupes d'extrême-droite dans la déstabilisation des Etats et des opinions publiques.



Ceci n'était qu'un début d'aperçu des opérations menées aujourd'hui dans le cadre de ce qu'on peut considérer comme les suites du Gladio décrit en Europe de l'ouest et mis au jour en 1991. La méthode a été reproduite depuis à une échelle internationale, toujours pour établir l'ordre de l'OTAN partout dans le monde, par des moyens de subversion d'abord puis par des moyens armés quand les méthodes "douces" ne suffisaient pas.

Cette branche "militaire" de la domination anglo saxonne ayant les mains libres, elle poursuit ses activités et la question principale à se poser est : pour qui travaillent ces services, créateurs de monstres surarmés qui se retournent contre leurs nations? Dans quel intérêt sont menées ces manipulations? Quel est leur coût pour la collectivité, en France et ailleurs, en premier lieu dans les pays qui subissent ces conflits armés?

Et quels sont les objectifs *in fine*?

[1] Selon un article de Libération en décembre 2001, Ali Mohammed jouait un double jeu dans le dos des US : « *Membre du Jihad islamique égyptien et d'Al-Qaeda, il a entraîné certains de ceux qui ont placé une bombe au World Trade Center à New York en 1993 et participé à la préparation des attentats contre les ambassades américaines de Nairobi (Kenya) et Dar es-Salam (Tanzanie) en 1998. Tout cela sans en parler aux Américains. Ce n'est qu'en septembre 1998 que l'agent double sera arrêté, quand les autorités américaines commenceront enfin à comprendre combien l'homme est dangereux* ». On pourrait aussi imaginer qu'il a été arrêté après avoir fait le coup parce que les connexions entre lui et les services US étaient trop évidentes.

[2] Certains ont accusé l'armée US d'avoir envoyé Ali Mohammed à Brooklyn pour former les djihadistes à envoyer en Afghanistan. Et il est clair que lui aussi a formé beaucoup de terroristes pendant des années, en toute impunité et a minima sous le nez des autorités. D'ailleurs, après avoir quitté l'armée US en 1990, il est resté officier de réserve jusqu'en août 1994. En 1990 lors d'une



perquisition chez El Sayyid Nosair, soupçonné de l'assassinat d'un rabbin avant d'être relâché et de participer à l'attentat du World Trade Center en 1993, des documents provenant de Fort Bragg ont été saisis. Mais ces documents qui avaient été volés par Ali Mohammed ont été récupérés par l'armée avant que la police n'ait le temps d'enquêter. Parmi ces documents il y avait des plans, dont ceux des tours jumelles qui ont sauté en 2001.

[3] Combien étaient ces algériens d'Afghanistan ? Un ancien responsable des renseignements algériens évoque le chiffre de 12.000, selon un article de Adlène Maddi paru dans Le Point en septembre 2016. *« Mais un ancien opérationnel du renseignement algérien, qui a longtemps suivi ces recrues, parle aujourd'hui de 12 000 éléments qui ont transité aussi bien par la Syrie ou l'Arabie saoudite via le Pakistan tout au long des années 80, que par la France et l'Espagne principalement. Les relais des Frères musulmans algériens dans le sud de la France ou en Espagne se chargeaient aussi bien de la propagande djihadiste que du transfert des recrues européennes d'origine maghrébine vers la terre du djihad aux confins de l'Asie. À l'époque déjà, la menace était perceptible. Un leader islamiste algérien parlant de l'éventuel retour de cette force combattante et aguerrie, rompue à l'art de la guérilla, évoquait « une bombe entre nos mains qui explosera un jour ». »*

[4] L'enquête n'a jamais été jusqu'aux commanditaires de cet assassinat mais les connaisseurs regardent tous du côté du GIA.

[5] Cf. « 56 Tome 1 – L'Etat français complice de groupes criminels » de Jean-Loup Izambert.

[6] Pour n'en citer qu'une, relatée dans le livre de Jean-Loup Izambert, une fusillade commise par un militant anti Assad le 27 décembre 2011 à Damas contre des étudiants pro Assad est devenue une attaque du régime sur des opposants, mensonge de l'OSDH relayé dans tous les médias occidentaux.

[7] Cf. « 56 – Tome 1 L'Etat français complice de groupes criminels » de Jean-Loup Izambert, qui cite les camps de Cercottes, Cylus et la Braconne comme ayant servi à l'entraînement de ces djihadistes.



[8] Cf. « 56 – Tome 1 L'Etat français complice de groupes criminels » de Jean-Loup Izambert.

[9] Cf. Amghar Samir, « L'Europe, terre d'influence des Frères musulmans », Politique étrangère, 2009/2 (Eté), p. 377-388.

[10] Samir Amghar explique qu'il y a deux types d'associations dans l'orbite des Frères Musulmans : « *D'une part, des associations généralistes, en charge d'activités religieuses, sociales et éducatives, qui entretiennent des relations plus au moins fortes avec les Frères. À côté de ces associations généralistes, des structures plus spécialisées complètent le quadrillage de la prédication frériste : une association de jeunes (les Jeunes musulmans de France), d'étudiants (Étudiants musulmans de France), de femmes (Ligue française de la femme musulmane), humanitaire (Secours islamique), palestinienne (le Comité de bienfaisance et de soutien à la Palestine), médicale (Avicenne)...* »

[11] Les islamistes algériens et tunisiens s'entraînaient dans le sud de l'Algérie, puis allaient en Afghanistan via le Pakistan pour plusieurs mois pour des entraînements intensifs et au maniement des armes lourdes. Ils revenaient ensuite au pays ou étaient dispatchés à travers le monde.

[12] Plus exactement, les services de l'immigration voulaient l'éjecter du pays en 1996 mais les renseignements ont court-circuité son extradition.

[13] Cf. « Operation Gladio. The unholy alliance between the Vatican, the CIA and the mafia » de Paul E. Williams.

[14] Des « écoles » islamiques dans lesquelles les missionnaires envoyés par Gülen lavaient le cerveau des enfants.

[15] L'opinion publique s'en était émue, jusqu'à ce qu'Erdogan diffuse des photos satellite des camions pleins de pétrole quittant la Syrie tenue par Daesh, passant la frontière turque, et qu'il menace d'expliquer en détail comment se passait le trafic de pétrole et d'armes entre l'occident, l'Arabie saoudite et Daesh.



[16] Alors que l'Afghanistan avait beaucoup réduit la culture d'opium - dont il était le premier producteur mondial - sous le régime des Talibans, la production est repartie fortement à la hausse dès l'invasion US en 2001, suite aux attentats du 11 septembre.

[17] Cf. « 56, Tome 1 – L'Etat français complice de groupes criminels » de Jean-Loup Izambert.

[18] Azmi Bishara, député arabe au parlement israélien de 1996 à 2007, s'est ensuite installé au Qatar où il a participé à la création d'un conglomérat médiatique, est allé le chercher. En décembre 2011 Ghalioun a rencontré BHL à Paris, avant d'entreprendre une tournée des leaders arabes.

[19] Kodmani dirigeait le programme « Gouvernance et Coopération Internationale pour le Moyen-Orient » à la fondation Ford basée en Egypte, de 1999 à 2005.

[20] Jean-Loup Izambert cite le journaliste Omar Khidr qui a étudié de près ces mercenaires, et qui estime à 15.000 environ le contingent de libyens, 10.000 tunisiens, 10.000 libanais « pays chacun 500\$ par mois par la famille Hariri », 10.000 turcs, qui étaient les nationalités les plus représentées.

[21] A l'occasion du coup d'Etat du 18 juillet 2012, le remplaçant désigné était Riad Hijab (ponte du parti Baas, ministre de l'Agriculture, 1^{er} ministre du 23 juin au 6 août 2012) qui devait diriger un gouvernement de « transition ». Il était en contact depuis plusieurs mois avec les US et les français pour préparer le renversement d'Assad. Il a aussi donné des informations militaires stratégiques à l'ennemi. Mais comme les Frères Musulmans avaient d'autres candidats ce n'est pas lui qui a dirigé la « coalition d'opposition ».

[22] Cf. « 56. Tome 1 – L'Etat français complice de groupes criminels » de Jean-Loup Izambert.

[23] Sauf que comme il l'a admis ensuite, ces « rebelles » se sont « radicalisés » et ont rejoint les rangs des terroristes de daesh avec les armes qu'on leur a offertes. Ça a duré comme ça pendant plusieurs années.



[24] Notamment l'entreprise Rubis société d'investissement spécialisée dans les infrastructures pétrolières et gazières, installée en Turquie depuis 2012, propriété de l'ex banquier Gilles Gobin. Un [article de Thierry Gadault paru en juin 2020 sur Le Média](#) explique que Rubis avait une activité portuaire à travers Rubis Terminal, qui était présent aux ports d'Anvers et Rotterdam (les plus gros ports européens), et s'est installé dans des terminaux portuaires au sud-est de la Turquie en 2012 au moment où Daesh se développait en Syrie et en Irak. Le transport routier jusqu'aux ports Turcs était assuré par Daesh [qui disposait de sa propre flotte de poids-lourds](#), comme l'ont dénoncé les Russes. Les [Russes et Erdogan ont dit](#) qu'ils avaient [plein de photos satellites du passage](#) de ces camions par la frontière Syrie-Turquie. A partir de 2015, les Russes ont bombardé les installations pétrolières syriennes, ce qui aurait permis de diviser par deux les revenus de Daesh. Pendant ce temps, la France et l'occident continuaient à financer et armer des « rebelles modérés » ou de pseudos « casques blancs ».

[25] Amro Taleb, un consultant syrien qui a servi d'intermédiaire entre Lafarge et la fameuse « opposition » melting pot à Assad, [était en lien permanent avec les US](#) et s'est rendu plusieurs fois aux Etats-Unis pendant la guerre.

[26] Vers la fin de la guerre en Syrie, Al-Arifi a commencé à être persona non grata, en Algérie, au Maroc, au Danemark, en Grande-Bretagne, et a même été arrêté en Arabie Saoudite.

[27] Selon un document déclassifié de la DIA datant d'août 2012, cité par Jean-Loup Izambert.

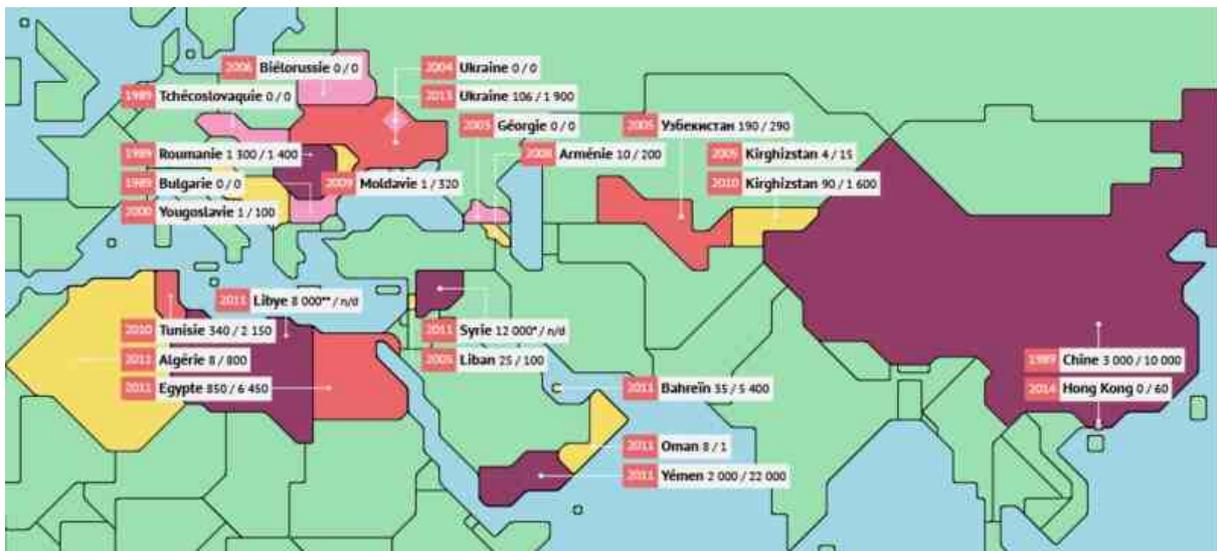
[28] Mais selon l'avocat de Merah Chrstian Etelin, Merah était en prison en France au moment où il est censé avoir été en Afghanistan et les autorités afghanes ont [déclaré n'avoir jamais détenu de Mohamed Merah](#).

[29] Le quotidien Italien [il Foglio a révélé qu'un conseiller de sarkoléon qui l'a nommé](#) directeur de la DGSE de 2008 à 2013, le dénommé Erard Corbin de Mangoux, a permis à Merah d'entrer en Israël.



[30] En Angleterre où il est arrivé en disant qu'il n'avait jamais combattu bien qu'il appartenait à la milice salafiste Ansar al-Charia, il a mené une vie entre la rue et la prison, et a diagnostiqué comme ayant un stress post traumatique et d'un trouble de la personnalité.

[31] C'était lors d'une réunion en mai 2013, organisée en Syrie par la « Syrian Emergency Task Force », un groupe créé par des syriens vivant aux Etats-Unis et qui voulait renverser Assad. Ce groupe collaborait très étroitement avec le gouvernement US dans le cadre de la guerre en Syrie. A l'époque, al Baghdadi, de son vrai nom Ibrahim al Badri, était depuis 2011 un des 5 terroristes recherchés en priorité par les Etats-Unis avec une récompense de 10 millions de dollars pour ceux qui aideraient à le retrouver. McCain était alors entré illégalement en Syrie.



<http://dondevamos.canalblog.com/archives/2022/02/27/39363838.html>